

Les séminaires de l'Iddri

La dynamique politique de la société mondiale du risque

Ulrich Beck

Université de Munich, Allemagne

*Conférence donnée dans le cadre du séminaire
Economie de l'environnement et du développement durable,
coorganisé par l'Iddri et le Medd, Paris, 13 décembre 2001.*

© Iddri, 2002

Traduction : Bernard Guibert, Medd

La dynamique politique de la société mondiale du risque

Le 11 septembre 2001 est à marquer de manière indélébile comme une horreur surgie du néant. Le 11 septembre est à marquer également comme une catastrophe du langage, un « anéantissement de tout dicible ». À partir de ce moment, nous continuons à penser, à vivre et à agir avec des mots et des catégories qui ne nous permettent pas de concevoir, – c'est-à-dire de saisir et de maîtriser –, ce qui nous est arrivé et qui continue de nous tomber dessus. Il ne s'agit pas de « guerre », de « crime », de « terrorisme » dans le sens de ces mots utilisé jusqu'à présent. Ce n'est pas non plus un petit peu de chacun de ces mots et ce n'est pas non plus leur addition complète.

Mais que s'est-il passé réellement ? Personne n'apporte de réponse satisfaisante. L'implosion des tours jumelles à New York a été suivie d'un silence assourdissant. Bien sûr, il semblerait que le silence s'impose. Mais ce n'est pas le cas. Parce que le silence n'arrête pas la danse macabre des idées fausses. Nous ne pouvons que briser le silence, que donner sens à ce silence, que le substituer au silence des mots justes. Le silence n'est pas une solution. Il ne nous rendra pas notre innocence parce que nous n'étions pas innocents. C'est pourquoi je pense que si les mots pour dire ce que nous vivons nous font tragiquement défaut comme le 11 septembre nous l'a révélé, c'est que cet « anéantissement de tout dicible » n'était pas quelque chose dont nous faisons l'expérience pour la première fois. Il exprime notre situation fondamentale dans le XXI^e siècle, cette modalité de notre existence que j'appelle la société mondiale du risque.

Il y a trois aspects de ce phénomène que je voudrais développer dans la conférence d'aujourd'hui.

Tout d'abord, je voudrais répondre à la question « qu'est-ce que la société mondiale du risque ? ». Dans la société mondiale du risque, l'être humain s'efforce de se sauver de catastrophes qui n'existeraient pas sans lui. Il s'agit d'une époque dans laquelle la « langue » du contrôle, – toute la « grammaire institutionnalisée » du contrôle –, qui a été forgée par les Modernes pour organiser les États-nations et les sociétés industrialisées en une totalité organique porteuse de sens fait tout simplement fiasco devant les conséquences globales et finales de leurs propres décisions prises pourtant dans le cadre de leurs institutions.

Deuxièmement, je voudrais esquisser grossièrement les trois axes des conflits qui définissent la société mondiale du risque et dégager les principaux traits qu'ils ont en commun. Il s'agit des crises écologiques, des crises financières globales, bien entendu, des menaces terroristes. Troisièmement je m'interrogerai sur la dynamique politique de la société mondiale du risque. Sans aucun doute, nous devons faire extrêmement attention aux différences concrètes entre les différents types de risque et de crise. Nous devons également distinguer les différents contextes historiques et culturels dans lesquels ces crises surgissent. Néanmoins, il est possible d'isoler des caractéristiques générales. Et tout bien considéré, ces principes généraux correspondent à un changement fondamental de la nature de la société. La société mondiale du risque est une société en « révolution permanente ». Elle est forcée par sa propre nature de remettre continuellement et brutalement en question ses conceptions et ses options fondamentales de telle sorte qu'elle est perpétuellement ébranlée dans ses tréfonds en ce qui concerne l'organisation de la vie en société et que ces chocs récurrents ouvrent de nouvelles opportunités politiques.

Mais avant de pouvoir les saisir, nous devons auparavant être capables de les penser.

Quel est le sens de l'expression « la société mondiale du risque » ?

Qu'y a-t-il de commun entre des événements aussi différents que Tchernobyl, le réchauffement du climat, la maladie de la vache folle, la controverse sur le génome humain, la crise financière en Extrême Orient et les menaces terroristes actuelles ? Ils viennent à exister dans cette séance entre les mots et la réalité que j'appelle la société mondiale du risque. Ce que j'entends par-là, je vais l'expliquer grâce à un exemple¹ Il y a quelques années le congrès des Etats-Unis nomma une commission pour développer un système de symboles qui pourrait exprimer de manière pertinente les dangers créés en Amérique par les sites où sont entreposés les déchets nucléaires. Le problème à résoudre était le suivant : quels concepts

pouvons-nous élaborer et quels symboles pouvons-nous créer pour les exprimer, qui puissent véhiculer de manière absolument fiable une mise en garde aux gens qui vivront dix mille ans après nous ?

La commission était composée de savants, spécialistes en physique nucléaire, en anthropologie, en linguistique, en neurosciences, en psychologie, en biologie moléculaire, en gérontologie, mais aussi d'artistes et d'autres personnes. Immédiatement s'est posée la question incontournable : les Etats-Unis d'Amérique existeront-ils encore dans 10 000 ans ? Autant qu'une commission officielle du gouvernement ait le droit de se prononcer sur une telle question, la réponse allait de soi : USA for ever ! Mais le problème clé, à savoir comment communiquer avec un futur éloigné de 10 000 ans, s'avéra progressivement insoluble. La commission chercha des précédents dans les plus anciens symboles de l'humanité. Elle étudia les pierres levées de Stonehenge (1500 av. J.-C.) et les Pyramides, l'histoire de la diffusion et de la réception des poèmes de Homère et de la Bible et se fit expliquer par des spécialistes le cycle de vie des documents. Mais toutes ces études de cas ne remontaient au plus qu'à deux ou trois milliers d'années et non à 10 000 ans. Les anthropologues recommandèrent le symbole de la tête de mort et des tibias croisés. Mais un historien se souvint que pour les alchimistes cela signifiait la résurrection. Un psychologue entreprit des tests avec des enfants de trois ans pour étudier leurs réactions. La tête de mort collée sur une bouteille les fit hurler de peur : « poison ! » ; mise sur une affiche, elle leur fit s'écrier « pirates ! » et leur donna envie de s'aventurer sur les sites.

D'autres savants suggérèrent de paver le sol des sites où étaient entreposés les déchets nucléaires avec des plaques en céramique, en métal et en pierre contenant différentes sortes d'avertissements dans une grande variété de langages. Mais le verdict des linguistes était invariablement le même : au mieux, ces langages seraient compris pendant deux millénaires.

Ce qui est remarquable avec cette commission, ce n'est pas seulement la nature de la question qui était traitée, mais la précision scientifique avec laquelle elle essaya d'y répondre. Et sa réponse fut : cela est impossible. Pour un risque dont les effets ultimes nous séparent de 10 000 ans – comme c'est le cas avec le réchauffement global, les déchets nucléaires ou les erreurs de manipulation génétique –, les effets sont littéralement incalculables. Et là se trouve le fossé crucial entre le dicible, notre langage, même le langage des nombres, et la réalité. Nous ne sommes pas en communication réelle avec nos descendants sur une aussi longue période de temps. Nous ne pouvons même pas concevoir comment cela peut être fait. C'est la situation fondamentale de la société mondiale du risque. À travers l'évolution accélérée des techniques, notre société a élargi le fossé entre le langage du risque quantifiable que nous utilisons pour penser et agir et les incertitudes non quantifiables dont nous voulons conjurer les menaces. Nous ne pouvons ni prédire, ni contrôler, ni même nous représenter les conséquences des décisions passées relatives à l'énergie nucléaire et des décisions présentes au sujet de l'utilisation du génome humain, des manipulations génétiques, des nanotechnologies, etc.,

alors qu'elles pourraient mettre en danger la vie sur terre. Et nous ne pouvons donc pas prévenir les générations futures.

Pourtant, nous devons être clair. Ce qui caractérise la société mondiale du risque n'est pas qu'elle est entourée de danger. Tous les êtres humains ont toujours été entourés de danger. Et être entouré de danger, ne commettons pas de contresens, c'était la situation fonda-mentale de l'être humain des sociétés primitives. Et d'ailleurs n'était-ce pas d'abord pour s'en protéger qu'ils ont inventé la vie en société ? Pour comprendre la transition vers la société mondiale du risque, nous devons distinguer d'une part les dangers et les risques et d'autre part les risques et l'incertitude radicale.

La notion de risque inclut la notion de contrôle. Dans les sociétés prémodernes les dangers étaient attribués à la nature, aux dieux et aux démons. Le risque est un concept moderne. Il présuppose la prise de décision. Dès que nous employons le mot de risque, nous calculons l'inconnu pour le rendre connu et pour le contrôler. Si nous disons par exemple que ceux qui fument des cigarettes risquent le cancer de la gorge à tel ou tel niveau ou que le risque d'un accident majeur d'une centrale nucléaire est de tel ou tel niveau, ce que nous sommes en train de dire est que ces risques sont les conséquences de nos décisions. Ils peuvent être calculés grâce aux techniques actuarielles en termes de maladie et d'accident. Nous pouvons les faire croître ou diminuer si nous le voulons.

Il y a donc une grande différence entre les risques contrôlables et les dangers incontrôlables. Le monde des dangers incontrôlables est le monde des catastrophes naturelles. En ce sens, le passage de la peur paralysante des dangers au calcul des risques est une composante essentielle de l'épopée des Temps modernes. En Europe, cette marche triomphale culmine dans le développement et l'organisation de l'Etat de sûreté et de l'Etat providence, qui fonde sa légitimité sur sa capacité à protéger ses citoyens contre les dangers de toutes sortes. Cela implique de rendre calculables et contrôlables tous les dangers, et par-là même de faire s'évanouir le danger en le transformant en risque.

Dans la société mondiale du risque, cette distinction s'effondre. Nous entrons dans un monde de risques incontrôlables. Mais à la différence des deux premières phases, nous ne disposons pas encore du langage pour décrire ce à quoi nous avons à faire face. « Des risques incontrôlables », il y a là une contradiction dans les termes (un oxymore). Et encore ne s'agit-il là que de la seule description appropriée des catastrophes qui ne sont pas premières, des catastrophes non- naturelles, des catastrophes générées par les actions humaines que nous sommes en train de considérer.

Il y a deux choses que nous avons besoin de comprendre pour commencer à maîtriser ces phénomènes. La première est que des catastrophes non-naturelles sont des catastrophes sociales. Elles ne font pas seulement qu'arriver à la société, elles arrivent en son sein, par son intermédiaire, à cause d'elle. Dans chaque cas que nous avons mentionné, la perception du risque est une réalité qui a autant d'effet réel que le danger physique proprement dit. La maladie de la vache folle a

tué relativement peu de gens. Mais elle a détruit des industries et fait chuter des gouvernements par la panique des gens qui ont voulu y échapper. Dans ces cas-là, la perception du risque peut même être la crise qui frappe la société en plein cœur. C'est pourquoi la béance entre le langage et la réalité est tellement grave. Qu'on ne possède pas les mots qui permettent d'appréhender conceptuellement ces nouvelles sortes de risque, qu'on soit incapable de les maîtriser ou de les accepter comme faits de nature, c'est cela même qui rend possible que les perceptions associées à ces risques explosent.

En second lieu, revenons au début du processus de modernisation et reconsidérons-le. La production industrielle de marchandises, la production des biens, produit également des effets négatifs, des externalités négatives comme disent les économistes, des « maux ». Cela est vrai depuis le début. Mais ce fut seulement quand l'effet cumulé de ces « maux » est devenu perceptible à l'échelle macroscopique que les institutions de contrôle de la modernité ont été affectées. Cela a commencé dans les années 1970 avec la controverse sur les limites de la croissance. C'était le moment où la mise en cause de l'autorité par la revendication d'un affaiblissement considérable de l'intensité du contrôle social a remis en question la capacité de la société à maîtriser les risques. Il en résulta un changement radical dans la perception que la société avait d'elle-même peu de temps auparavant. Après ce tournant, on n'a plus considéré que la régulation sociale avait pour but premier d'arbitrer entre la production des biens et leur distribution, mais plutôt qu'elle devait résoudre la contradiction entre la production et la distribution des « maux » et assurer le contrôle de ces derniers par les institutions établies.

Ce changement radical de l'autoperception a précipité une crise dans la manière dont les sociétés scientifiques pilotent leurs institutions. C'est cet état de crise permanente ou de quasi-révolution permanente que j'appelle la société mondiale du risque. Il exprime également une crise dans les sciences sociales. Les sociétés modernes industrielles étaient définies de manière pertinente aussi bien par Marx comme des sociétés capitalistes que par Max Weber comme des sociétés rationnelles. Mais une société qui pourrait être submergée par ses propres maux (externalités négatives) ne correspond plus exactement aux deux définitions. Le changement de rapport de la connaissance au contrôle affecte nécessairement et simultanément la société et son savoir scientifique.

Puisque nous disposons d'une définition conceptuelle de la société mondiale du risque, pouvons-nous identifier un critère empirique qui permette de dater son commencement ? Oui. La société de risque commence quand les conséquences du processus de civilisation dépassent les limites de « l'assurabilité » (privée). J'ai introduit cette idée déjà dans les années 1980 en relation avec les catastrophes écologiques. Vingt ans plus tard, elle est plus que jamais d'actualité : les coûts de l'assurance contre les menaces terroristes menacent de ruiner des secteurs entiers de l'économie.

Mon argument n'est pas que la société à son stade industriel était moins dangereuse et moins vulnérable aux risques qu'au stade actuel. Ni que, maintenant, la société mondiale du risque se substitue purement et simplement à la société industrielle. J'affirme plutôt que ce second stade de

nos sociétés s'édifie comme un nouvel étage au-dessus du premier, de la même manière que les risques sociaux induits (ou secondaires) sont des constructions sociales qui s'élèvent sur les risques naturels premiers (ou primaires). Plus la perception sociale se focalise sur le risque, plus sa substance sociale est celle des risques sociaux induits. En d'autres termes, les pertes humaines qui suivent immédiatement une catastrophe sont beaucoup moins élevées que les coûts engendrés par la nécessité de faire face aux paniques et aux crises économiques sectorielles induites. Le bouleversement social qui en résulte a pour principale substance les conséquences politiques d'avoir à relever le défi de gérer ces coûts induits. Ces conséquences politiques peuvent causer des changements radicaux dans les priorités politiques et même dans les institutions politiques en un laps de temps étonnamment court. Et ils prennent exactement la même apparence que les risques physiques qui ont mis le feu aux poudres ; ils semblent avoir été créés *ex nihilo*.

Ce qui fait ressembler la production et la distribution des maux à un gouffre qui engloutit tout dans le monde présent est l'impossibilité d'y échapper. Si nous voulons examiner la dynamique politique de la société mondiale du risque, nous devons parler en termes de conflits de risques. Mais nous devons prendre conscience que le langage des risques est « infecté » et qu'il contamine tout ce qu'il touche. Dans les sociétés industrielles, au mot conflit nous associons la notion de conflit de classe. Les conflits de classe sont définis par des parties qui sont effectivement en lutte. En revanche, les conflits de risque surviennent précisément parce qu'il n'y a pas de distinctions et d'oppositions claires. C'est ce qui les provoque, les fait se propager et les rend incontrôlables.

Les experts qui évaluent les risques et ceux qui les gèrent jouent un rôle terriblement ambigu dans ces conflits. Leur prestige et le poids de leur avis atteignent des sommets, mais leurs recommandations sont si souvent contre-productives qu'ils finissent par entretenir de manière frénétique les risques qu'ils semblaient contrôler. La communauté scientifique essaie habituellement de déterminer et de tracer des limites aux conflits en fournissant des rapports d'experts. Si cela fonctionnait, ils pourraient mettre fin aux conflits de risque en remédiant à la dissolution du lien social qu'ils ont provoquée et en créant de nouveaux liens. Le gouvernement essaie d'arriver au même résultat grâce aux lois et aux règlements et les médias explorent les limites de la crise à travers le jugement amplificateur de la « panique morale ». Mais dans la majorité des cas, ces tentatives de créer de nouveaux liens sociaux « par décret » ne fonctionnent pas. Au lieu d'éteindre les flammes du conflit, elles jettent au contraire de l'huile sur le feu.

La raison pour laquelle ces tentatives de contrôler les conflits de risque au moyen d'expertises, de législations ou de la panique morale échouent tient à ce qu'elles ne prennent pas en compte la dimension sociale du problème. Même quand elles se rendent compte que la perception des risques est au centre du problème, elles sont incapables de fournir la solution politique, parce qu'elles ne peuvent pas restaurer la confiance nécessaire. « Conformons-nous à l'avis

des experts ! » n'est plus un slogan acceptable, aussi peu que « Faites-moi confiance, je suis docteur ». Hollywood utilise de telles formules pour nous faire comprendre qu'une histoire horrible est en train de commencer. Paradoxalement, c'est précisément le progrès des sciences qui a sapé le rôle des experts. Le principe d'action face aux risques dans les sociétés industrielles était : « Si je ne vois pas de risque, c'est qu'il n'y en a pas ». Mais le fait que les choses soient invisibles ne peut être considéré longtemps comme une raison suffisante pour pardonner l'indécision ou l'inaction. Les sciences ont montré à quel point les forces invisibles pouvaient être importantes à la mesure des catastrophes potentielles qu'elles pouvaient engendrer. Il en résulte qu'il est maintenant impossible de dire, au nom de la science, qu'il n'y a pas de risque, même si on ne peut pas le percevoir. En cela, la science, alors qu'elle fait progresser nos connaissances, a amplifié l'insécurité, et nous la redoutons avec raison. En effet, aujourd'hui, c'est la science qui confirme que nous sommes entourés par des risques méconnaissables, invisibles et potentiellement catastrophiques. L'insécurité qui en résulte a imprégné profondément notre perception de la réalité. Et ceci crée le milieu inflammable dans lequel les conflits de risque peuvent s'allumer, fuser et se propager.

Nous devons y ajouter les effets multiplicateurs provenant des déterminismes sociaux. Quand une catastrophe se produit, une grande partie de notre peur vient de la peur elle-même. Cela peut faire perdre des milliards de dollars aux entreprises dans un contexte global et occasionner un « coup de torchon » pour les assurances et, dans la suite, pour une grande partie de l'économie. Nous commençons seulement à nous rendre compte combien les techniques d'assurance sont à la base des sociétés capitalistes modernes.

Quand vous combinez ces deux facteurs, vous avez une idée de ce que j'entends par la société mondiale du risque. Cela devrait éclairer également pourquoi je pense que des phénomènes aussi différents que Tchernobyl et une attaque terroriste peuvent être traités avec les mêmes concepts. Je voudrais aussi expliquer pourquoi je pense que ces phénomènes sont intrinsèquement et politiquement explosifs.

La société mondiale du risque commence au-delà de deux seuils. Le premier est atteint lorsque le mouvement continu de notre processus de civilisation, les décisions institutionnalisées qui donnent à la société sa structure, commence à avoir des conséquences qui s'auto-amplifient et dépassent les capacités de contrôle social. Le second est franchi lorsque nous devenons conscients de ce fait. Cette seconde étape est décisive, car elle propulse le processus dans une nouvelle dynamique. Elle démarre au moment où la catastrophe se manifeste dans sa dimension spectaculaire devant les yeux d'un public mondial. Ce qui s'est passé il y a vingt ans avec la catastrophe de Tchernobyl s'est reproduit le mois dernier avec les menaces sur l'anthrax : le discours de la prétendue maîtrise s'est effondré. Les promesses solennelles que tout était sous contrôle, l'assurance que tout serait prochainement compris, les appels à ne pas céder à la panique, tous ces discours ont été frappés d'inanité. Et c'est précisément dans cet effondrement du dicible (cette faillite du langage), dans cette impuissance à rassurer, dans cette évaporation

de l'autorité que réside la possibilité que la société mondiale du risque explose politiquement.

Il est ainsi possible d'affirmer que la société mondiale du risque est au cœur d'une opinion publique modelée par les médias, au cœur des institutions politiques, des administrations et de l'économie. Mais c'est un peu trompeur, parce qu'elle est plutôt au cœur de leurs failles. La possibilité que la société mondiale du risque explose politiquement ressemble davantage à un gaz inflammable diffus qu'à une bombe. Elle ne peut pas être capturée dans les filets du langage du risque, qui est le langage du calcul des probabilités et de l'analyse coûts-bénéfices. Elle fait exploser ce langage – si je peux me permettre de filer cette métaphore – et toutes les garanties institutionnelles qui en dépendent : garanties de compétence, de responsabilité, de rationalité et de légitimité. Dès que nous sommes contraints d'admettre l'existence d'un danger que nous ne pouvons pas contrôler et que nous n'avions pas prévu, nous privons de légitimité toutes les institutions qui promettaient implicitement de le contrôler. Ce n'était pas consciemment que nous leur faisons confiance pour le faire, mais inconsciemment. Et ceci rend plus dramatique l'effondrement de ces institutions. C'est la raison pour laquelle le fait que la société donne naissance à un danger mondial est si traumatique qu'il peut ébranler la société mondiale en son tréfonds. C'est le choc de cette révélation transmise au même moment à l'ensemble de l'opinion publique mondiale qui donne naissance au silence. Ou comme l'a écrit Goya sous une de ses eaux-fortes : « *Le sommeil de la raison produit des monstres.* » (*El sueño de la razón produce monstruos.*).

Quel lien existe entre crises écologiques, crises financières et menaces terroristes ?

Nous pouvons différencier au moins trois axes dans la conflictualité de la société mondiale du risque. Chacun obéit à une logique et opère avec des moyens et des priorités différents. Le premier axe de conflictualité est celui des conflits écologiques dans leur dimension mondiale. Le second axe est celui des crises financières globales. Et le troisième, qui s'est abattu soudainement le 11 septembre, est la menace transnationale de réseaux de terreur à l'échelle du monde.

Quand nous disons de ces risques qu'ils sont mondiaux, évitons tout malentendu, il ne faut pas penser que le monde serait devenu homogène, c'est-à-dire que toutes les régions et les cultures seraient désormais également affectées par un ensemble uniforme de risques dans les domaines de l'écologie, de l'économie et du pouvoir. Au contraire, à cause de leur nature, les risques mondiaux sont inégalement distribués. Ils surgissent dans chaque formation concrète sous différentes formes qui reflètent les structures nationales. Il n'y a là rien de nouveau. C'était également vrai dans les sociétés modernes, bien que cette idée-là n'ait

commencé à émerger que récemment et soit rapidement devenue obsolète. Quand les théories classiques de la modernité posaient qu'il y aurait, en dernière analyse, une convergence des organisations sociales, elles étaient dans l'erreur. Il y a eu une multitude de chemins différents vers la modernité et d'énormes différences au sein de la modernité elle-même. Il y a eu un modèle européen de société moderne, un modèle chinois et un modèle russe. Les différences entre l'expérience de la modernité en Europe et au sein de ce qu'on appelait le tiers-monde sont profondes. Les risques mondiaux se répandent dans ce monde politiquement différencié et le transforment. Mais ils n'effacent pas les différences. Souvent, ils les accentuent. Et même, ils leur donnent une puissance globale qu'elles n'avaient pas auparavant.

C'est également vrai pour la société mondiale du risque en train de naître. Il existe plusieurs trajectoires possibles qui s'entrecroisent. Les premières étapes de la transformation sont le plus souvent latentes. On n'aperçoit d'abord que le sommet de l'iceberg : certains produits issus des progrès techniques et industriels mettent en danger notre mode de vie. Mais à cette étape, notre foi est à peine ébranlée. Nous croyons encore que les problèmes de la modernité peuvent être résolus par davantage de modernité : aux gouvernements de susciter des marchés plus efficaces, de meilleures technologies et de meilleures législations. Dans ce contexte, ceux qui tirent la sonnette d'alarme à propos des risques de système ou des incertitudes radicales ne sont que des voix isolées. Ils inquiètent la sérénité de l'opinion publique, mais ne provoquent pas de changement. On peut comparer cela à une étape d'incubation, parce que la dénégation de l'existence de risques mondiaux crée le terrain sur lequel ces risques peuvent germer et se multiplier. Plus les facteurs culturels ou systémiques allongent cette période d'aveuglement et plus le conflit de risque sera violent lorsqu'il émergera.

Dans un second temps, au lieu d'être déniés, les problèmes de risque deviennent les préoccupations centrales de la vie quotidienne et des déclarations publiques. Cette société du risque qui prend conscience d'elle-même, cette société du risque « réflexive », manifeste une dynamique politique entièrement différente. Dans les journaux et dans la vie quotidienne, les controverses au sujet des risques, les débats publics contradictoires à propos des remèdes éventuels occupent une place centrale. En Europe, nous avons vécu de tels émois plusieurs fois au cours des deux dernières décennies au sujet des problèmes de sécurité alimentaire. Aujourd'hui, il est presque trop facile de mentionner les crises financières et les menaces terroristes.

Une situation différente émerge en dehors de l'Europe. A peine avons-nous vécu différentes expériences de la modernité que le tiers-monde fait différentes expériences de sa capacité à se mettre lui-même en danger. Dans ce qu'on appelle la périphérie, la société mondiale du risque n'apparaît pas comme un processus endogène qui pourrait être combattu au moyen d'une prise de décision nationale autonome, mais comme un

processus exogène mis en mouvement par des décisions prises dans d'autres pays, plus spécialement dans ce qu'on appelle le « centre ». Livrés à ces processus, les gens sentent qu'ils sont absolument impuissants tant que des corrections éventuelles sont impossibles à l'échelle nationale. Un domaine où la différence est spécialement marquée est celui des crises financières globales où des régions entières de la périphérie peuvent être plongées dans des dépressions que les citoyens du centre n'enregistrent pas comme des crises. Mais les menaces pour l'environnement et les réseaux terroristes prospèrent avec une spéciale virulence dans les pays dont l'Etat est faible, c'est-à-dire la périphérie.

Il existe une relation dialectique entre la distribution géographique inégale des victimes des risques et la nature transversale des problèmes. Mais c'est l'aspect transnational qui rend la coopération nécessaire pour les résoudre et qui leur donne leur nature mondiale. Si les krachs financiers mondiaux ou le réchauffement du climat affectent les régions du monde de manière très différente, le monde entier est atteint et il peut potentiellement être touché de manière encore plus aiguë. A travers ces problèmes, chaque pays prend ainsi part à l'intérêt général mondial. En ce sens nous pouvons parler de la base d'une « communauté mondiale de destin ». Il est également clair d'un point de vue intellectuel que des problèmes mondiaux ne peuvent avoir de solution que mondiale et exigent une coopération mondiale. En ce sens, nous pouvons dire que le principe de mondialisation, au sens d'une conscience croissante des interconnexions à l'échelle mondiale, gagne du terrain. Mais entre la possibilité d'une coopération mondiale et sa réalisation effective existe une multitude de conflits de risque.

Certains de ces conflits surgissent précisément parce que les risques globaux sont courus différemment. Par exemple, le réchauffement climatique encourage probablement la prise de conscience par les habitants de la Terre qu'ils constituent une communauté de destin, quelles que soient les générations, présentes ou futures. Résoudre ce problème crée aussi des conflits, tant que les pays industrialisés souhaitent à la fois protéger les forêts tropicales dans les pays en développement et s'adjuger la part du lion des ressources mondiales en énergie. Et pourtant ces conflits sont utiles à la cause de l'intégration : ils montrent clairement que des solutions mondiales doivent être trouvées et qu'elles ne peuvent pas être trouvées par des guerres mais par des négociations.

La recherche de solutions mondiales conduira selon toute probabilité vers des institutions et des régulations mondiales. Mais cela soulèvera une foule de conflits. Se préparer à affronter à long terme des risques inconnus et transnationaux appelle nécessairement l'avènement d'une communauté transnationale du risque. Dans le maelström de sa naissance, comme on l'a déjà observé dans le maelström de celle des Temps modernes, ils métamorphoseront aussi les cultures locales en détruisant maintes institutions centrales qui existent encore aujourd'hui. Transformations et destructions sont les deux faces inévitables du nécessaire processus politique d'expérimentation de nouvelles solutions.

Les crises écologiques ne sont qu'un des axes des conflits de risque mondiaux. Il en existe un autre : les risques des marchés financiers mondiaux. Les crises et les fluctuations des marchés de valeurs et des marchés financiers sont aussi vieilles que les marchés eux-mêmes. Il était déjà clair, lors de la crise mondiale de 1929, que les bouleversements financiers pouvaient avoir des conséquences catastrophiques et d'énormes incidences politiques. Les institutions de Bretton Woods, créées après la Seconde Guerre mondiale, apportaient des solutions politiques mondiales à des problèmes économiques mondiaux. Leur fonctionnement efficace fut une composante essentielle de l'essor de l'Etat providence en Occident. Mais depuis les années 1970, ces institutions ont été largement démantelées et remplacées par une série de solutions sur mesure. Nous sommes maintenant dans la situation paradoxale où les marchés mondiaux sont plus libéralisés et globalisés que jamais, mais où les institutions mondiales créées pour les contrôler ont perdu leur pouvoir. Dans ce contexte, l'éventualité d'une catastrophe financière de la même dimension que celle de 1929 ne peut pas être exclue. La crise asiatique des valeurs nous a montré que des risques locaux peuvent avoir des effets mondiaux en raison de la débandade de ce que Thomas Friedman a appelé le « troupeau électronique ». Par leurs mouvements, les créances de mauvaise qualité de Thaïlande ont provoqué des troubles dans toute l'Asie jusqu'en Russie. Le Fonds monétaire international (FMI) est intervenu et a paru triompher. Mais Joseph Stiglitz, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, et lauréat du prix Nobel cette année, affirme que la politique suivie était erronée. En d'autres termes, que la situation de l'Asie s'était améliorée en dépit des politiques du FMI et non grâce à elles. Maintenant, après quelques années seulement, l'Asie recommence à dégringoler vers ce qui ressemble à une autre récession profonde.

Les risques écologiques ou financiers possèdent la plupart des caractéristiques que nous avons énumérées et qui les rendent explosifs. Ils pulvérisent les frontières de la rationalité calculatrice pour faire régner des turbulences imprévisibles. Ils concrétisent la bataille autour des biens et des « maux » qui résultent des décisions risquées. Mais ils ont surtout en commun que leurs effets sont « déterritorialisés ». C'est ce qui en fait des risques mondiaux et qui met en mouvement la formation de « communautés globales de risque » - et donc de la société mondiale du risque.

S'ils possèdent des similitudes, les types de risques mondiaux montrent d'importantes différences qui influencent considérablement les conflits qui en résultent. Les risques environnementaux et technologiques arrivent de « l'extérieur » ; ce sont des manifestations de la nature qui reçoivent ensuite un retentissement social. Les risques financiers proviennent du cœur de la structure sociale et ce cœur est le milieu où ils se propagent. Il s'ensuit maintes autres différences. Les risques financiers se manifestent de manière plus instantanée que les risques écologiques. Ils n'ont pas besoin d'une brusque prise de conscience pour être identifiés. Ils sont plus individualisés que les risques écologiques. L'individu et son voisin de pallier peuvent être affectés de manière entièrement différente. Cela ne rend pas

les crises financières potentiellement moins risquées. Au contraire, cela accroît leur vitesse et leur portée potentielles. L'économie est le sous-système central des sociétés modernes. Et comme tous les autres sous-systèmes dépendent de lui, une défaillance pour-rait être désastreuse. Ainsi il y a beaucoup de raisons très convaincantes pour considérer l'économie mondiale comme une dimension centrale de la société mondiale du risque.

Il existe d'autres distinctions entre crises écologiques et financières d'une part et menace des réseaux terroristes mondiaux d'autre part. Les conflits écologiques et financiers correspondent au modèle d'une modernité qui se met elle-même en danger. Ils résultent de l'accumulation et de la distribution des « maux » qui accompagnent la production des biens et de décisions qui sont au centre de la société, mais comme des effets non-intentionnels de ces décisions. L'activité terroriste en revanche est intentionnelle. Son de but est de produire intentionnellement les effets que les autres crises produisent inintentionnellement. Elle vise à saper la confiance dans les fondements de la société, à pulvériser le fondement central essentiel de la société moderne, à savoir, suivant l'expression célèbre, le « monopole de la violence légitime ».

Ainsi, il existe une grande différence entre les risques naturels des conflits écologiques, les risques artificiels des conflits financiers et les risques intentionnels des conflits terroristes : la vitesse. Les risques environnementaux et les risques financiers ne tombent pas vraiment sous les sens. Mais avec les images horribles de New York et de Washington, les groupes terroristes se sont affirmés instantanément comme de nouveaux acteurs mondiaux jetant aux yeux du monde entier leur défi aux nations, aux économies et aux sociétés civiles.

Une manière de comprendre ces réseaux terroristes est de les considérer comme des ONG (organisations non gouvernementales) de la violence. Comme les ONG, ils sont déterritorialisés et décentralisés. Ils sont implantés à l'échelle locale et ils opèrent à l'échelle transnationale. Ils communiquent via l'internet. L'organisation de leurs campagnes n'est pas différente de celles de Greenpeace ou d'Amnesty International. Comme pour les ONG, leurs méthodes sont associées à une grande variété de causes. Il n'y a pas de raison que ce mode d'organisation demeure limité au terrorisme islamique. Théoriquement, il pourrait être associé à toutes les finalités possibles, toutes les idéologies et toutes les philosophies fondamentalistes.

Il est important de distinguer la terreur des mouvements de libération nationale de celle des nouveaux réseaux terroristes mondiaux. Les mouvements de libération nationale expriment des intérêts territoriaux et nationaux. Ils s'inscrivent non seulement dans la logique traditionnelle de la guerre nationale, mais ils la renforcent. En revanche, les réseaux terroristes transnationaux demandent une solution entièrement nouvelle, parce que, non seulement ils ne correspondent pas à cette logique, mais ils la subvertissent radicalement.

En ayant mis en évidence les différences entre ces trois sortes de risque, on ne sera pas surpris de constater qu'ils interagissent. Le terrorisme focalise à nouveau notre attention. D'une part, les dangers du terrorisme croissent exponentiellement avec le progrès technique. Les avancées des techniques de la finance et de la communication rendent possible que le terrorisme mondial occupe la première place. Les mêmes innovations qui ont donné des caractéristiques uniques aux crises de l'individualisme financier ont donné également des caractéristiques uniques à la terreur de l'individualisme guerrier.

La connexion la plus effrayante entre les conflits de risque est celle qui pourrait les faire passer d'une potentialité latente à un déchaînement intentionnel réel. Chaque progrès, des manipulations génétiques jusqu'aux nanotechnologies, ouvre une boîte de Pandore (Bill Joy), qui pourrait être utilisée comme une boîte à outils pour terroristes. La possibilité d'une peste résultant de manipulations génétiques doit être prise beaucoup plus au sérieux, quand nous nous rendons compte qu'elle pourrait être réalisée à dessein et non seulement par erreur. Il en est de même pour les risques d'un accident nucléaire. Les risques terroristes intensifient tous les autres risques et rendent effective leur possibilité.

Le terrorisme mondial révèle également à quel point les risques technologiques ont échappé au contrôle des Etats. L'atome était, et, autant que nous le savons, est encore, une technologie contrôlée par l'Etat. Il requiert une organisation centrale, un uranium de qualité « militaire » et des laboratoires dont les coûts fixes sont colossaux. Pour ces raisons, il est possible d'inspecter et de contrôler la totalité du système de production. Avec les armes biologiques, il s'agit de tout autre chose. Ces armes sont beaucoup moins exigeantes pour leurs matières premières et leurs laboratoires sont beaucoup plus difficiles, sinon impossibles, à localiser. Ceci est vrai en général. Le développement technique fondé sur les connaissances scientifiques a accru considérablement la puissance des individus et sapé le contrôle étatique. Alors que cet accroissement du pouvoir des individus dans leurs rapports avec l'Etat est souvent célébré comme une bonne chose, nous constatons aujourd'hui qu'il peut ouvrir une boîte de Pandore, au sens politique, en changeant l'équilibre interne des pouvoirs.

Si nous devons faire face à la menace d'une guerre livrée par ces individus devenus surpuissants, processus que nous pouvons appeler « individualisation de la guerre », chaque individu aura à démontrer qu'il ne crée pas un danger. Dans ces conditions, les hommes de la rue devront accepter d'être contrôlés pour raisons de sécurité, sans qu'aucune raison précise ne soit donnée. Chaque individu devra accepter d'être un terroriste potentiel. La distinction entre civils et militaires s'en trouvera abolie, ainsi que la distinction entre innocents et coupables et entre les suspects et les autres. En seulement trois mois, nous avons vu s'éroder ces distinctions, jusqu'à présent solides. Ce n'est pas être alarmiste que d'affirmer que l'individualisation de la guerre pourrait entraîner la mort de la démocratie. Les Etats eux-mêmes devront nouer des alliances avec d'autres Etats contre

les citoyens (et les citoyens contre les Etats) pour remédier aux dangers qui créent une menace à leur égard. Ainsi, le risque de terrorisme mondial, comme les autres axes de la société mondiale du risque, a le pouvoir de détruire la société dans les modalités que nous lui connaissons, non tant par les dommages immédiatement physiques et matériels – aussi épouvantables que nous pouvons les percevoir – que par les effets sociaux induits.

C'est la raison pour laquelle les trois axes évoqués sont autant de chemins qui conduisent à la société mondiale du risque. Dans les trois cas, une communauté de destin émerge à travers la nature du danger perçu comme mondial. Plus le danger est perçu comme immédiat, plus il engendre un nouveau pouvoir de refonte et de renouvellement des réalités politiques qui étaient considérées jus-qu'alors comme immuables. Le 11 septembre fut un parfait exemple de ce processus. Ce qui a commencé avec des images obscènes de meurtre de masse et de suicide vu en direct à la télévision a boule-versé les gens dans le monde entier et a créé un contrecoup politique absolument imprévisible.

Des siècles de réflexion politique éprouvée conduisent à poser la question : qu'est-ce qui pourrait unifier le monde ? On répond souvent : une attaque de Mars. En un sens, c'est exactement ce qui est arrivé le 11 septembre, une attaque de notre Mars interne. Et comme prévu, dans un moment historique, les nations et les protagonistes d'un monde déchiré par les guerres se sont unis contre leur ennemi commun, le terrorisme mondial.

C'est précisément l'universalisme de cette menace terroriste et la portée universelle de la lutte contre lui, qui a forgé des alliances entre des camps opposés, étouffé des conflits régionaux et rendu à la fois possible et nécessaire de redessiner la carte politique du monde. La rapidité avec laquelle les priorités de la politique étrangère des Etats-Unis ont été modifiées de fond en comble coupe le souffle. Jusqu'à une période récente, les réflexions et les actes de Washington étaient centrés sur le projet de construire un système de défense antimissile, projet dont on a ensuite très peu entendu parler. Il semble qu'on se soit rendu compte que le système de défense antimissile le plus parfait n'aurait pas pu arrêter cette attaque et que la sécurité des Etats-Unis consistait moins à grimper en solitaire les sommets de la haute technologie que d'être le premier de la cordée qui emmènera les autres pays au sommet d'une alliance mondiale. C'est l'intérêt national bien compris qui dicte la coopération internationale, parce que c'est seulement grâce à une telle coopération que les problèmes de sécurité nationale peuvent être résolus avec succès. La société mondiale du risque fait voler en éclats l'unilatéralisme, parce qu'il va à l'encontre de l'intérêt national. Il oblige au multilatéralisme. Un multilatéralisme dans lequel la Russie est devenue apparemment et tout d'un coup une puissance à courtiser, alors qu'elle était auparavant dans la situation du quémendeur, pour une simple raison : les Américains ont besoin de leur aide pour « défendre » leur sécurité nationale à 10 000 miles de chez eux. De manière analogue les rap-ports entre Israéliens et Palestiniens concernent chaque pays parce qu'ils sont identifiés comme une clé de sa propre sécurité.

Nous ne devrions donc pas renoncer trop vite à la formule « une communauté de destin ». La société mondiale du risque ne se manifeste pas dans la vie de tous les jours sous des rapports aimables. Elle surgit de la perception de failles et de catastrophes, de notre rage contre notre impuissance à réparer les conséquences négatives, à l'échelle mondiale, de notre processus de civilisation. Cependant, il y a quelque chose de fondamentalement vrai dans le terme de communauté. Une réaction mondiale crée des normes mondiales. Des règles mondiales sont produites à partir d'atrocités qui dépassent ce que les gens peuvent tolérer. Ces règles conduisent à dénoncer publiquement les actes de transgression, ce qui renforce les normes qui sont à leur origine et produit de nouvelles institutions. Pour prendre un exemple paradigmatique, c'est l'épreuve de l'Holocauste qui a déclenché l'impulsion à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme et qui a été à l'origine de la création de l'Organisation des Nations unies. Lentement mais sûrement, durant les décennies qui ont suivi, l'obligation de respecter les droits de l'homme s'est progressivement faufilée dans les relations diplomatiques internationales au point que de question marginale elle est devenue une préoccupation centrale et qu'elle a suscité le développement de nouvelles institutions comme les tribunaux internationaux.

Ceci soulève la question suivante : quelles règles morales vont se cristalliser à la suite de la prise de conscience par le monde de sa propre vulnérabilité face au terrorisme ? Peut-il y avoir même une réponse politique à ce défi ? Je voudrais mentionner un principe, le « principe de légalité ». Dans un contexte national, selon les règles d'un procès équitable, il est inacceptable que la victime d'un crime assume simultanément les rôles de juge, de juré et de bourreau. Cette « justice de la rue » doit être dépassée également à l'échelle internationale. Si notre objectif consiste à restaurer la justice internationale, alors l'alliance mondiale contre le terrorisme doit être fondée sur la légalité. Cela signifie qu'il sera nécessaire de créer et de ratifier une convention internationale antiterroriste, analogue aux conventions de défense des droits de l'homme. Cette convention ne qualifiera pas seulement le crime, mais dotera d'un cadre légal les poursuites judiciaires conduites par la communauté internationale à l'encontre des terroristes. L'objectif serait de mettre hors-la-loi à l'échelle mondiale le terrorisme en tant que crime contre l'humanité. Les pays qui rejetteraient cette convention feraient alors l'objet de sanctions mises en oeuvre par tous les autres pays. La première étape consisterait à exiger de tous les pays, y compris les Etats-Unis, qu'ils ratifient les statuts de la Cour pénale internationale (CPI)². A la lumière de leur propre passé, l'Europe et la Russie n'auraient-elles pas intérêt à défendre énergiquement cette proposition ? Cette proposition ne permettrait-elle pas d'accroître le poids de l'Europe et de la Russie dans l'alliance mondiale, permettant ainsi au combat contre le terrorisme d'être couronné de succès ? Il me semble que c'est le seul chemin pour échapper à la fuite en avant d'interventions militaires qui en appellent d'autres et d'autres encore.

Ceci nous amène à ma dernière question pour aujourd'hui. Comment ce nouveau contexte de la société mondiale du risque change-t-il les concepts d'Etat, de politique et de souveraineté ?

Etat et souveraineté

Pour construire le cadre conceptuel d'une théorie politique de la société mondiale du risque, il est nécessaire non seulement de se projeter vers les évolutions futures mais également d'en revenir à Hobbes. Le défi n'est rien moins que de reformuler la théorie de Hobbes sur l'Etat et la société sur une base transnationale et démocratique.

Revenons-en encore à l'exemple des menaces terroristes. Une attaque terroriste légitime l'action publique, mais elle dévalorise sa forme historique centrale, nommément l'État-nation. La grande leçon des attaques terroristes est que ce n'est pas la nation, même la plus puissante, qui peut assurer par elle-même la sécurité nationale. La société mondiale du risque est forcée d'admettre que l'État-nation ne peut plus être à la hauteur des promesses qui sont inscrites dans sa Constitution, à savoir garantir à chaque citoyen le bien le plus précieux, sa sécurité. La faillite de cette promesse est définitive et elle se manifeste sans pitié sous les projecteurs des médias. Bien entendu, les alliances militaires subsistent. Mais ce qu'il y a de radicalement nouveau dans cette alliance mondiale est que son but est de sauve-garder la sécurité intérieure et non pas extérieure.

Dans le passé, les relations internationales étaient choisies et non subies. Dans la société mondiale du risque, il existe un enchevêtrement qualitativement nouveau des politiques étrangères et des politiques nationales, de la sécurité nationale et de la coopération internationale. La seule solution aux problèmes du terrorisme mondial, des risques financiers, des catastrophes climatiques, du crime organisé est une coopération transnationale. La thèse qui résulte de ce constat est paradoxale : afin de poursuivre leurs intérêts nationaux, les nations doivent se dénationaliser et se transnationaliser. En d'autres termes, elles doivent renoncer à une part de leur autonomie pour pouvoir faire face à leurs problèmes nationaux dans un monde globalisé. Le jeu à somme nulle de la dissuasion mutuelle, valable pour les États-nations comme pour les Empires, perd sa pertinence.

Dans un tel contexte surgit une nouvelle distinction fondamentale entre souveraineté et autonomie. L'État-nation, par construction, identifiait les deux. Du point de vue de l'État-nation, l'interdépendance économique, la diversification culturelle, la coopération militaire, judiciaire et technologique, tout cela conduit à une perte d'autonomie et donc de souveraineté. Mais si la souveraineté se mesure en termes de pouvoir politique – jusqu'à quel point un pays est-il capable d'avoir un impact sur la scène mondiale et de faire progresser la sécurité et le bien-être de sa population tout en la laissant libre de ses choix ? –, alors on peut considérer différemment la même situation. Dans

le dernier cas, un accroissement de l'interdépendance et de la coopération, c'est-à-dire une diminution de l'autonomie, peut conduire à un accroissement de la souveraineté.

Dans la société mondiale du risque, l'influence globale d'un pays n'est plus, comme au temps de la Guerre froide, mesurée par ses moyens et son génie en termes de confrontation, mais plutôt en termes de coopération. Elle s'exprime par le rang du pays en question dans le concert mondial des nations qui délibèrent entre elles et par sa présence dans les organisations internationales. Ainsi, partager et focaliser la souveraineté n'est pas la réduire, mais au contraire augmenter sa puissance. Voilà ce que signifie la souveraineté à l'âge de la société mondiale du risque. Et voilà ce que signifie reconsidérer la souveraineté en termes transnationaux.

Dans le cadre de la coopération transnationale, deux idéals types d'Etat sont en train de naître aujourd'hui : les Etats sanctuaires et les Etats cosmopolites. Les Etats cosmopolites abandonnent délibérément une partie de leur autonomie nationale en échange d'un accroissement de leur souveraineté grâce à l'institutionnalisation de leur participation à la société mondiale du risque. Les Etats sanctuaires en revanche instrumentalisent la coopération pour se transformer en un bunker supranational dans lequel le surinvestissement dans la sécurité et l'effort de guerre se fait au prix de la liberté et de la démocratie. Déjà, des voix s'élèvent pour soutenir que les sociétés occidentales, gâtées par des décennies de paix et de prospérité, n'ont pas le courage de distinguer clairement leurs amis et leurs ennemis, qu'elles doivent changer leurs priorités, sacrifier certaines de leurs précieuses libertés sur l'autel de leur sécurité.

Herbert Prantl a affirmé que ce sont désormais les terroristes qui font les lois. Les gouvernements occidentaux commencent à sacrifier la liberté, la démocratie, les procès équitables pour prévenir la menace d'actes terroristes. Des garanties fondamentales ne sont plus assurées. Elles commencent à devenir flexibles, à être modifiées. Il note : *« les procès publics, la séparation entre la police et les services secrets, le droit de révision et d'appel à des juges indépendants, la liberté d'information et d'accès aux minutes des procès, le droit de choisir un avocat, l'obligation de rendre publiques toutes les preuves, la présomption d'innocence, les lois contre toutes les discriminations, l'interdiction de certaines méthodes d'interrogatoire et le droit à un procès équitable : il existe une tendance mondiale à restreindre tous les droits. La justification en est que la liste des droits constitutionnels est belle et bonne aussi longtemps qu'elle n'entrave pas le combat contre le terrorisme »*.³ Le but n'est plus de prévenir des actes criminels individuels, mais de créer un système d'alerte précoce pour identifier des risques même lointains. Le résultat est que, de plus en plus, les gouvernements occidentaux sacrifient les principes fondamentaux de la démocratie en échange d'une amélioration relativement modeste de la sécurité réelle.

Cette tentative de transformer l'Occident en un bunker contre les pays de culture différente est manifeste dans tous les pays et semble devoir

croître dans les prochaines années. Il n'est pas difficile d'imaginer que cet état de fait pourrait être instrumentalisé politique-ment par les gouvernements autoritaires pour renforcer l'autoritarisme interne, tout en s'adaptant, à l'extérieur, au libéralisme du marché mondial. Dans un tel contexte, les gagnants de la mondialisation adopteraient les disciplines néolibérales, tandis que les perdants auraient le choix entre être rapidement étranglés par notre peur du terrorisme ou doucement empoisonnés par notre xénophobie et notre racisme. Si cela se produisait, ce serait une victoire du terrorisme, parce que les sociétés modernes finiraient par se priver elles-mêmes de ce qui, précisément, les rend séduisantes et supérieures : la liberté et la démocratie.

Dans cette perspective, la question de savoir pourquoi nous combattons prend une importance décisive pour notre avenir. Et je pense que la seule réponse satisfaisante sera trouvée dans une union d'Etats cosmopolites fondée sur la reconnaissance de l'Autre.

Les États-nations qui barricadent leurs frontières seront en définitive mal armés pour faire face aux problèmes qui ont leur origine dans la société transnationale. Au contraire, les Etats cosmopolites aborderont les mêmes problèmes en soulignant qu'il est nécessaire d'être solidaires avec les étrangers aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales tout en conciliant leur détermination à exister par eux-mêmes avec le sens de la responsabilité d'autrui. Il ne s'agit pas de limiter ou de nier la détermination à exister par soi-même, mais de libérer cette détermination d'une vision nationale borgne et de l'intégrer dans le souci pour la planète. Les Etats cosmopolites ne combattent pas contre le terrorisme mais contre les causes du terrorisme. Ils cherchent à rétablir le pouvoir régénérateur du politique à organiser et à convaincre. Et ils font cela en faisant avancer des solutions globales aux problèmes brûlants, qui ne peuvent pas être résolus par les nations prises individuellement.

Il est théoriquement possible de fonder des Etats cosmopolites sur le principe de l'indifférence nationale, c'est-à-dire sur l'idée d'un Etat a-national. Au XVI^e siècle, la paix de Westphalie a clos la guerre civile de religion que nous appelons la Guerre de Trente ans par la séparation de l'Eglise et de l'Etat. De manière semblable, la séparation de l'Etat et de la nation peut mettre fin aux guerres mondiales et civiles du XX^e siècle. De même qu'un Etat a-religieux a finalement rendu possible la coexistence pacifique de multiples religions, un réseau coopératif d'Etats cosmopolites peut offrir les conditions pour que les multiples identités nationales et religieuses coexistent côte à côte grâce au principe de tolérance constitutionnelle.

A ce point, laissez-moi conclure avec une citation d'Emmanuel Kant : « *Se concevoir soi-même comme un membre de la société civile mondiale selon les lois de l'Etat de droit, c'est l'idée la plus sublime que l'être humain puisse former à propos de sa vocation et qui ne peut être conçue sans susciter l'enthousiasme* ».

Notes

- 1.** Voir à ce sujet Gregory Benford, *Deep Time- How Humanity Communicates Across Millennia*, Avon, 1999, et l'article de Frank Schirrmacher, *Zehntausend Jahre Einsamkeit* (Dix mille ans de solitude, qui est paru dans le n° 209 du Frankfurter Allgemeine Zeitung, 8 septembre 2000 (p. 49) à qui je dois cet exemple.
- 2.** Balthazar Garzon, *L'unique réponse au terrorisme*, dans Die Zeit n° 44, 25 octobre 2001, p. 11.
- 3.** Herbert Prantl, *Le terroriste fait la loi*, dans le Süddeutsche Zeitung, 8 et 9 décembre 2001, p. 13.